



COOPERATIVE DES SAVOIRS

21 NOVEMBRE 2014

CYCLE :

L'ÉCONOMIE, C'EST NOUS !

Episode 2 : LE MARCHÉ ET LA FORMATION DES PRIX

Bernard POIX-SESTER

A quoi sert l'économie ? Si l'on s'en tient à la définition la plus consensuelle, elle constitue une discipline scientifique qui a pour objet de fournir des orientations pour gérer des ressources relativement rares dans le but de satisfaire des besoins quasi illimités. Partant de là, l'économie est-elle autonome, imposant des contraintes universelles et permanentes ou est-elle au service d'individus, socialement organisés de façon à participer à la production, en percevoir un revenu et donc pouvoir procéder à des échanges ?

Ce cycle débute en creusant les implications de cette définition, ce qui imposera une approche ouverte à d'autres considérations, sociales avant tout, mais aussi historiques, sociologiques, écologiques, philosophiques... L'économie a provoqué tant de développements et de commentaires qu'il est impossible de prétendre tout explorer. Il s'agira donc d'un simple survol qui devrait plus en montrer la complexité qu'en disséquer les rouages. Cependant, ce cycle sur l'économie a pour ambition de fournir l'information citoyenne qui fait cruellement défaut alors que nous en sommes les principaux acteurs. Que ce soit en tant que citoyens, contribuables, consommateurs, producteurs, éléments de la nature... L'économie, c'est nous !

Note : ce document reprend les principaux points abordés durant les rencontres pour alléger la prise de notes des participants. Il ne constitue pas un "manuel", aussi des orientations de lectures sont données au fil du propos.

Contact : Coopérative des savoirs - 14 rue du Villars – BP 28 – 58140 LORMES - Tél. : 03 86 20 08 57 / 06 48 67 07 15 - Mail : coopdessavoirs@nivernaismorvan.net –

www.cooperativedessavoirs.org

www.facebook.com/coopdessavoirs

Contact : bpoixcoop@orange.fr

L'UTILISATION DES REVENUS EST A L'ORIGINE : DES ECHANGES ET DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE :



- La consommation des ménages et les investissements privés correspondent à l'intérêt privé. Ils relèvent du marché, expression de la volonté individuelle
- Les dépenses et les investissements publics correspondent à l'intérêt général, ils relèvent de la demande sociale, expression de la volonté collective

Deux lectures possibles :

- en terme d'échanges, c'est l'approche en « **circuit** »;
- en terme de conditions de production, c'est l'approche « **marché** ».
- Les échanges font naître des flux et des stocks, la politique économique cherche à agir sur eux de façon globale pour parvenir à un équilibre général : « **macroéconomique** »
- Les conditions de production permettent, en théorie, des transactions par l'intermédiaire du marché à des conditions optimales déterminées par un prix, l'équilibre est automatique et partiel: « **microéconomique** »

LE PRIX ET L'ENTREPRISE PRIVEE

Le prix est la variable clef de la rentabilité :

Prix x volume des ventes = chiffre d'affaire

Chiffre d'affaire > coûts d'exploitation = **seuil de rentabilité**

Le seuil de rentabilité est atteint dès que le chiffre d'affaire couvre les coûts

La **COMPETITIVITE – PRIX** impose à la fois le prix le plus élevé possible pour atteindre et dépasser le seuil de rentabilité et le prix le plus bas possible compte-tenu des prix pratiqués par les concurrents;

La **COMPETITIVITE – HORS-COUTS** consiste à valoriser un « plus » : innovation, effet de « marque », services annexes (crédits, SAV, etc.).

Plus la concurrence est vive et internationale, plus la stratégie de compression maximum des coûts pour dégager des marges supplémentaires est prioritaire.

La formation des prix

Le prix a un caractère multiple :

- Il concerne tous les aspects de l'activité humaine liés aux échanges « négociés » car il est censé en révéler leur « valeur »
- Revenu pour le producteur, dépense pour l'acheteur, il fait la liaison entre la sphère réelle et la sphère monétaire/financière
- C'est une variable et un indicateur qui fait la liaison entre les niveaux « macro » et « micro » économique
- Facteur déterminant de la composition des « coûts », il est au centre de choix stratégiques

C'est un objectif central des politiques néolibérales

Qu'est-ce qui fait la valeur ?

Le prix c'est la rencontre entre :

- dans le cadre d'un troc, des biens et des services entre eux :

1 SANGLIER VAUT 15 LIEVRES OU 50 POULETS

- dans le cadre d'une transaction, des biens et des services avec une unité de mesure reconnue

1 SANGLIER VAUT 1500 silex ; 1 LIEVRE, 100 silex ; 1 POULET, 30

silex

Dans les deux cas il y a échange après accord sur les équivalences, donc il y a marché : « topes-là marché conclu », mais d'où vient la valeur qui fait naître un système hiérarchisé de prix?

Différentes caractéristiques influent sur la valeur et donc sur le prix :

- **La valeur d'usage** : c'est l'utilité d'un produit ou d'un service qui fait varier sa valeur (*Ce qui est inutile, ou trop abondant, n'est pas échangé*) ;
- **La valeur « travail »** : La valeur augmente en fonction de la quantité de travail nécessaire pour la production

Certains distinguent le travail direct du travail « figé ». Les machines utilisées ne sont que la résultante du travail antérieur, de même que le savoir-faire... ou encore le capital accumulé.

Le travail direct n'est pas homogène et n'est utilisé qu'une seule fois tandis que le travail « figé » couvre plusieurs cycles de production. La fraction à utiliser pour établir le prix tourne au casse-tête

Des systèmes d'échanges solidaires estiment qu'une heure de travail a la même valeur quelque soit l'activité concernée (mais un « marché » pourrait servir à fixer des équivalences plus fines sans possibilité de spéculation)

- **La valeur d'échange** : La valeur n'est révélée qu'au moment où un « marché » est conclu. Il scelle un commun accord entre un vendeur, celui qui « offre » et un acheteur, celui qui « demande »

L'horloge de grand-mère a sûrement de la valeur ? Pour le savoir, il faut vouloir s'en séparer, trouver l'amateur, conclure un marché...

- En première approche, c'est le degré de rareté qui est le déterminant principal de la valeur mais les théories (néolibérales) contemporaines mettent l'accent sur les comportements rationnels en termes d'opportunités et leurs corollaires : les « droits d'entrée ». Autrement dit dès qu'une « bonne affaire » se présente l'agent rationnel s'en saisit (d'où des raisonnements en terme d'incitations, par la baisse des prix par exemple) ; pour contrecarrer la concurrence les entreprises déjà implantées proposent

(temporairement ou non) des conditions économiques de vente insoutenables pour les nouveaux arrivants qui ne peuvent pas assumer ces « droits d'entrée ».

Comment mesurer la valeur ? La monnaie comme unité de mesure

✘ De l'or à la « démonétisation »

« Valoir son pesant (poids) d'or » a été longtemps la solution idéale de mesure : universellement reconnue, divisible sur une grande échelle, l'or était aussi suffisamment abondant pour avoir un rôle international... »

Mais peu pratique et peu sûr à transporter (avant les Templiers) !

La monnaie fiduciaire, l'abandon de l'étalon-or, les marchés des changes puis la « démonétisation » ; la monnaie a désormais plusieurs usages :

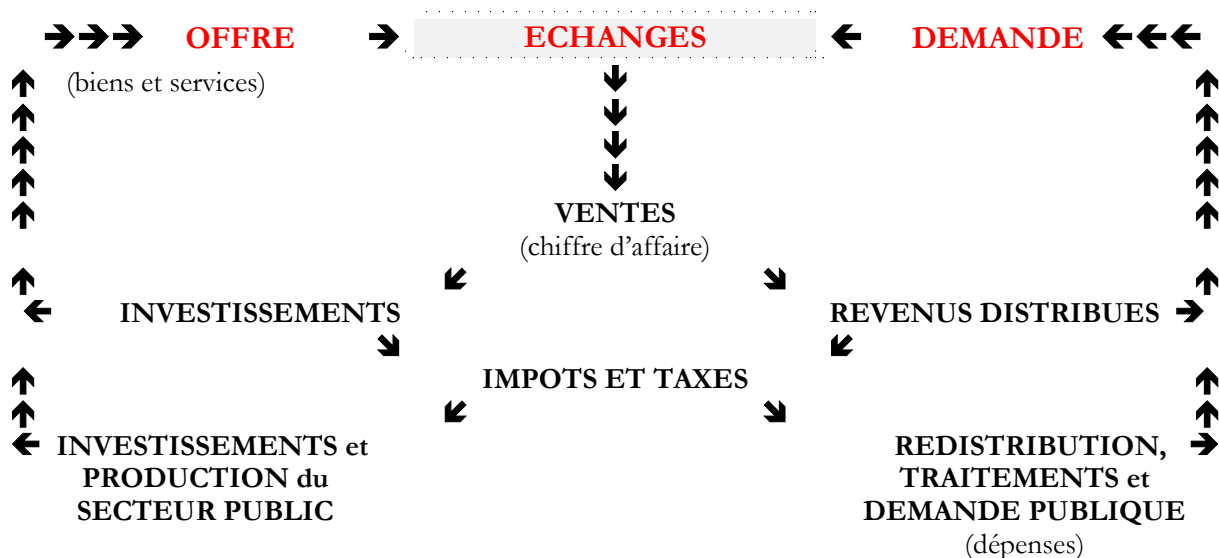
- Unité de mesure
- Objet d'accumulation
- Moyen de transaction.

✘ La valeur des biens et des services est mesurée par la quantité de monnaie qu'elle représente : son PRIX

Tout ce qui a un prix est susceptible de s'échanger sur un marché: c'est le domaine de l'économie marchande

Le prix fluctue en fonction d'un certain nombre de facteurs issus soit de contraintes, soit issus d'une position dominante

LA DYNAMIQUE DES ECHANGES



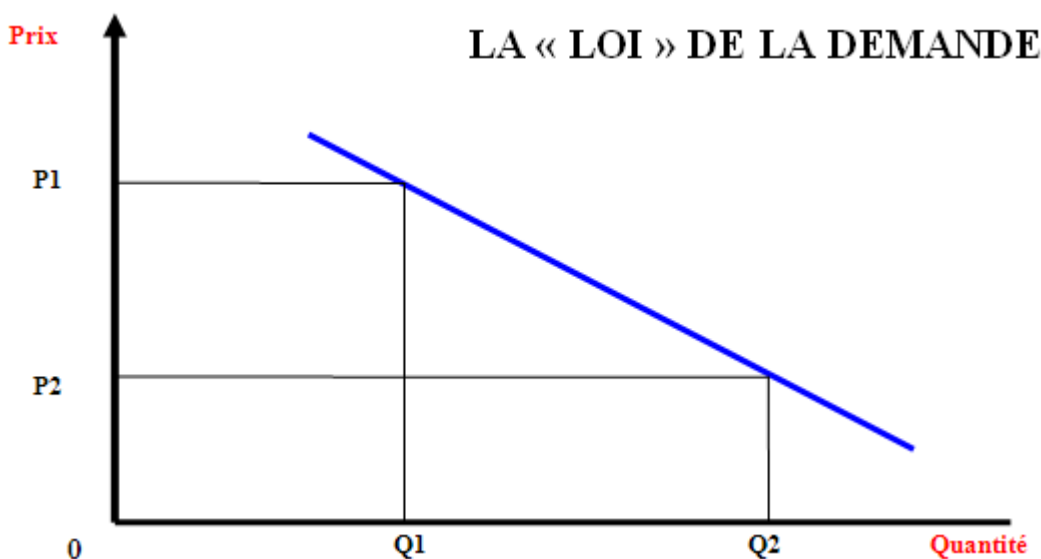
Différents modes de régulation des échanges existent : le marché et la politique économique

L'ÉCHANGE : LE FONCTIONNEMENT DES MARCHES

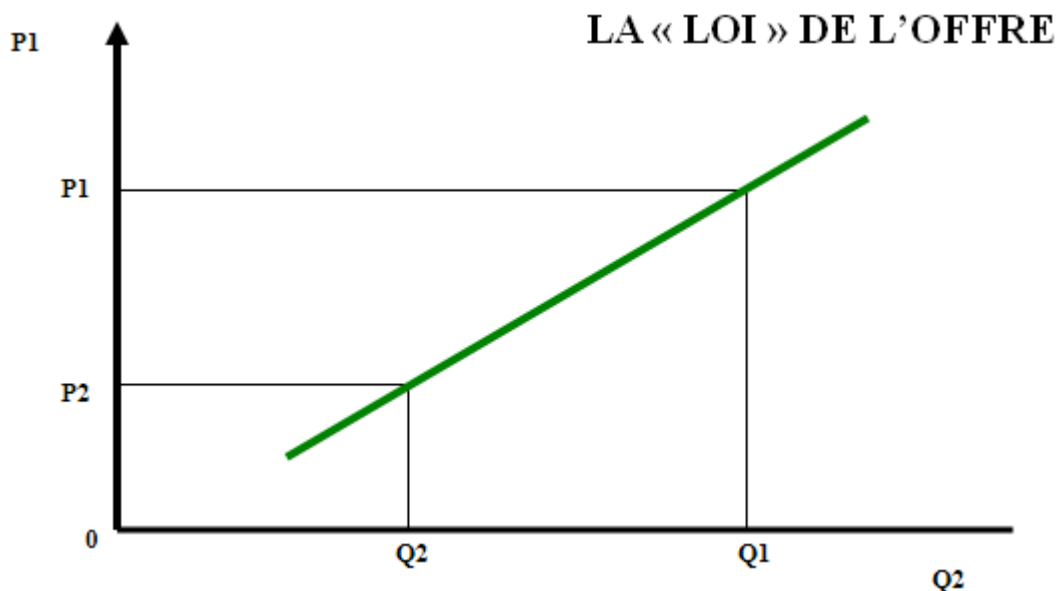
L'allocation des ressources, par l'intermédiaire des échanges, se fait généralement par « le » **marché**. A l'origine, le marché était un lieu concret où les marchandises offertes à la vente étaient exposées. Aujourd'hui, même si cette forme existe toujours, les lieux de vente sont extrêmement dispersés, et peuvent même ne pas exister concrètement. Les ventes se font alors à l'aide des moyens de communication modernes (télécopie, réseaux informatiques, etc...). Certains marchés sont à l'échelle de la planète elle-même (marché des capitaux, des matières premières, de certaines denrées alimentaires comme le sucre, le café...).

En fait, **un marché, en tant que tel et au sens économique, n'a pas d'existence tant que vendeurs et acheteurs ne réalisent pas de transactions**. Ce sont ces échanges qui font que le marché existe ou non. Le vendeur apporte certaines quantités de biens économiques (marchandises ou services) à vendre pour un certain prix. L'acheteur, de son côté, possède une certaine disposition à payer en fonction de sa contrainte de revenu. Après comparaisons, l'acheteur va se décider à acquérir un certain nombre d'unités de biens économiques selon un niveau de prix qu'il juge acceptable et pour une qualité jugée satisfaisante.

L'acheteur, étant contraint par des choix alternatifs, sera tenté de réduire ses achats pour les biens dont le prix est élevé et au contraire à accentuer les achats pour lesquels les prix sont bas, tant qu'il ne ressent pas de saturation.

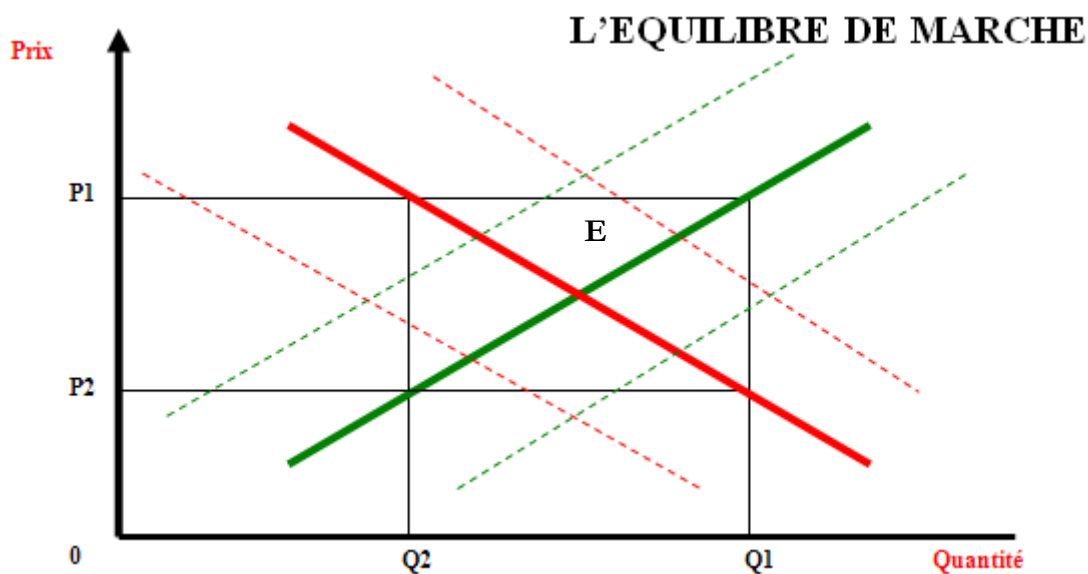


Au prix P1, élevé, les acheteurs auront tendance à acquérir des quantités Q1 faibles, tandis qu'au prix P2, plus bas, les quantités Q2 seront plus élevées. Concrètement, les acheteurs effectuent des comparaisons de rapport qualité/prix et se décident en fonction de leurs choix budgétaires (voire, renoncent...).



Le vendeur subit de son côté une contrainte de coûts. La vente des produits doit rapporter plus qu'il n'en coûte pour leur fabrication. Il sera donc tenté de vendre au prix P1 le plus élevé possible ce qui représente davantage de revenu.

Au prix P1, élevé, le producteur va chercher à vendre la plus grande quantité possible Q1 (le chiffre d'affaire étant plus élevé), tandis qu'au prix P2, plus bas, les quantités Q2 offertes seront réduites : le producteur a ainsi intérêt, concrètement, à diversifier son offre en fonction des prix pratiqués et/ou à se présenter sur les marchés où son avantage concurrentiel est le plus élevé (prix plus bas que la concurrence ou qualité supérieure).



Le point E représente le centre d'une zone où quantités achetées et vendues sont maximales...

Ainsi, la confrontation entre les dispositions à payer des acheteurs (la « demande ») et les possibilités de vente des producteurs (« l'offre ») va permettre la réalisation des échanges.

On peut constater que **le prix est le révélateur de l'échange**. Si le prix est trop bas, certains producteurs renonceront à vendre (sinon perte) ; s'il est trop élevé de nombreux consommateurs seront exclus. Un équilibre doit donc se trouver entre acheteurs et vendeurs : c'est le prix qui l'exprime. Lorsque la rareté d'un bien s'accroît, le prix a tendance à augmenter ; au contraire, lorsqu'un bien devient abondant, son prix a tendance à diminuer.

Au total, **le prix dépend de l'intensité de la demande mais aussi des coûts de production**. Chaque producteur peut réaliser le même bien mais avec des coûts différents : celui qui a le prix de revient le moins cher est alors le plus bénéficiaire. Il y a donc un effet de concurrence. Celui qui produit à coûts très bas peut baisser son prix de vente pour attirer davantage de clients.

La régulation se fait par l'exclusion ou le retrait, volontaire ou non, d'acheteurs et de vendeurs potentiels. **La concurrence** élimine les producteurs les moins performants, c'est à dire les moins compétitifs ou encore, ceux qui à qualité égale, n'offrent pas le meilleur prix. D'un autre point de vue, le marché élimine la demande non solvable. En principe, ne se réalisent donc que les transactions les plus « efficaces », celles mettant en présence les « meilleurs offreurs avec les meilleurs demandeurs ». **Il y a donc des effets de régulation par le prix et au delà, des effets d'allocation des ressources. Les ressources vont là où les conditions économiques sont les meilleures.** Il ne serait pas possible de vendre à un prix plus élevé sans diminuer le nombre d'acheteurs ; il ne serait pas possible non plus de baisser davantage les prix sans décourager une partie des offreurs, ce qui entraînerait un rationnement.

L'équilibre de marché est donc le plus rationnel. Cependant, il ne faut pas confondre allocation des ressources et répartition des biens et des services entre les agents économiques (qui elle est souvent inégale).

Le fait que les ressources se distribuent par le jeu du marché signifie que l'on peut parvenir à une allocation parfaitement rationnelle sans qu'il y ait répartition équilibrée des ressources : un seul consommateur sur un marché achetant au prix d'équilibre toute la production disponible serait rationnel du point de vue de l'allocation des ressources mais irrationnel du point de vue de la répartition entre consommateurs.

Pour les économistes les plus « libéraux »¹, il suffit donc de laisser jouer la « loi du marché » qui pousse à la création de produits nouveaux, élimine ceux devenus inutiles, et ce aux meilleures conditions de production. Cette considération s'étend à tout ce qui est susceptible d'être échangé sur un marché : des biens, des services, des titres financiers, des titres de propriété immobilières, des devises, mais aussi du travail et des qualifications, du capital technique, du capital « immatériel » (brevets, droits d'auteur, etc...). Le domaine de la concurrence peut s'étendre aussi à l'éducation voire à des fonctions régaliennes susceptibles de fonctionner en marché (service d'ordre, ordre juridique privé...).

LES LIMITATIONS VOLONTAIRES ET INVOLONTAIRES AUX ECHANGES : LES DEFAILLANCES DE MARCHE.

Dans la réalité, les mécanismes de régulation par les marchés ne jouent pas toujours de façon aussi « idéale ».

Deux phénomènes sont susceptibles de compromettre le libre jeu de l'offre et de la demande sur les marchés :

- La première entrave réside dans le risque que certains producteurs aient une **position dominante** (exclusivité...) **ou des pratiques déloyales** (travail des enfants...). Dans ce cas, le marché ne peut fonctionner normalement
- La seconde entrave provient de ce que certains biens, nécessaires socialement, ne peuvent être pris en charge par des producteurs isolés, soit du fait de coûts de fabrication trop élevés, soit de l'absence de marché pour écouler la production. Cette caractéristique dessine les contours du **domaine des services publics**.

PRINCIPALES CAUSES DE VARIABILITE DES PRIX

Inflation/ déflation/ « stagflation »

- Par L'inflation peut être provoquée : une pénurie ou une forte hausse de la demande ce qui provoque une rareté relative ; ou par une hausse des produits ou services inclus dans la production (pétrole, par exemple par les prix « spot ») ; ou encore, par une variation des taux de change ;
- La déflation est à craindre dans la surenchère au plus bas prix et les conséquences en terme de chiffre d'affaire et d'emplois
- La stagflation voit les prix augmenter en l'absence de croissance

Ces trois mécanismes peuvent cohabiter...

Position dominante, "dumping", "spéculativité mimétiste"

- S'assurer un +/- grand degré d'exclusivité pour imposer ses prix : monopole et monopsonne , marchés internes;
- Baisser artificiellement le prix de vente (dumping) ;
- Spéculation et anticipations ; comportements « moutonniers » et effets « papillon » ;
- Arbitrages entre taux d'intérêt, de change et prix ;
- Optimisation fiscale, fraudes et activités clandestines, blanchiment...

¹ Le mot libéral est entendu au sens du non interventionnisme sur les mécanismes de marchés de façon à ne pas fausser la concurrence et donc l'allocation des ressources sensée être la plus rationnelle par le jeu du marché. Dans les faits, aucune économie ne fonctionne sans réglementation, même minimaliste... mais certains pays s'efforcent de rester au plus près de la « loi » des marchés.

LE CYCLE DE PRODUCTION EN ECONOMIE OUVERTE

EXPRESSION DES BESOINS (tous agents économiques y compris producteurs ; tous biens et services y compris financiers ; économie formelle ou non ¹)		
expression des besoins individuels & collectifs internes ²	(sous contrainte budgétaires)	expression des besoins individuels & collectifs externes ³
	demande potentielle intérieure et extérieure ⁴ / débouchés potentiels ⁵ pour les producteurs mondiaux	
	consommation intérieure + (exportations - importations) potentielles	
	ENDETTEMENT / EPARGNE	
SATISFACTION DES BESOINS (tous producteurs de biens et services y compris financiers ; économie formelle ou non)		
	réalisation des productions sous contraintes naturelles, technologiques, financières sur la base des demandes anticipées	
OFFRE GLOBALE REELLE ⁶	PRIX ⁷	DEMANDES EFFECTIVES
	SEUIL DE RENTABILITE (couverture des coûts par les recettes)	
rémunérations des "Parties-prenantes" ⁸ nouveaux projets de consommation / épargne - investissements	excédents ⁹ et déficits ¹⁰	financement d'un nouveau cycle de production ajustée en fonction de la demande réelle ¹¹ apparitions / disparitions d'activités ; innovations

¹ ce qui complique davantage encore le chiffrage ; ² provenant des agents économiques résidant dans la zone considérée ; ³ provenant des agents économiques résidant hors la zone considérée ; ⁴ dans la mesure où l'on retient le pays comme territoire de référence et que celui-ci est totalement ouvert au monde, les producteurs bénéficient de débouchés dont l'exploitation se traduit soit par des prestations directes de la part des agents résidents sur les marchés nationaux, soit par des importations, soit par des exportations (quelques fois aussi par des échanges internes pour les opérateurs multinationaux) ; ⁵ relèvent de l'intention pas de l'action ; ⁶ effectivement réalisée ; ⁷ au sens large : tarifs, etc. ; ⁸ tous les agents participant à l'activité économique ; ⁹ sur-production de toute nature pouvant être stockée ou non ; ¹⁰ pertes ; ¹¹ aboutissant à des transactions.

QUELLE POLITIQUE ECONOMIQUE POUR LES ETATS ?

- La politique de « l'offre » est-elle la seule possible ?
- L'Etat peut-il, doit-il intervenir?

RENDEZ-VOUS LE 12 DECEMBRE 2014 19H

Quel rôle pour l'Etat ?

- *En sortant j'ai des arguments sur les contributions fiscales et leurs contreparties*
- *je sais comment s'évalue la dette publique et ses enjeux*
- *Je connais les arguments pour ou contre l'intervention publique...*

ETANG DE BAYE